

# Economie durable et numérique

## Plan du cours :

### **1. Les fondements de l'économie**

- A – Définitions et généralités
- B – Le circuit économique et les fonctions économiques
- C – Les politiques économiques, le budget de l'Etat, l'inflation et le chômage

### **2. Le marché du numérique**

- A – Définition et différentes structures de marchés
- B – Définition et impact économique du marché du numérique
- C – Les constructeurs, les prestataires et les éditeurs informatiques

### **3. L'économie durable et responsable**

- A – Le développement durable
- B – L'économie circulaire
- C – Le numérique responsable

# Chapitre 1 – Les fondements de l'économie

- Définitions et généralités
- Le circuit économique et les fonctions économiques
- Les politiques économiques, le budget de l'Etat, l'inflation et le chômage

## A – Définitions et généralités

- Le terme « économie »
- L'économie politique
- La politique économique
- La microéconomie
- La macroéconomie
- La méso-économie
- La science économique
- L'économie est-elle une science exacte ?

### 1 - Que signifie le terme « économie » ?

Le terme économie vient du grec : “Oikïa” (maison) et “Nomos” (normes, règles).

*L'économie serait donc l'ensemble des règles d'une bonne gestion des affaires domestiques.*

### 2 - L'économie « politique »

Le terme « Politique », du grec « Polis » qui signifie « Cité » ou « Nation ».

L'économie politique (ou l'économie tout court) : C'est l'adaptation des **ressources rares** disponibles dans la Nation, aux **besoins illimités** exprimés par les hommes.

**(Voir la représentation au tableau)**

### Comment gérer l'économie (ou comment adapter l'offre à la demande ?

1 - Selon l'adaptation spontanée, qui correspond au courant de **pensée libérale** : L'offre s'adapte spontanément à la demande pour fixer le prix du marché, **sans que l'Etat n'intervienne.**

Les prix (biens et services, salaires) sont **librement** fixés par le **marché** selon la loi de l'offre et de la demande (si la demande est supérieure à l'offre cela  $\Rightarrow$  une augmentation des prix et vice versa), sans que l'Etat n'intervienne dans l'économie (par le Smic, etc).

On parle d'un « **Etat gendarme** » dont le rôle doit se limiter aux 3 actions dites **régaliennes** : L'armée, la police et la justice.

Par conséquent, toutes les autres actions dites **tutélaires** (éducation, culture, santé, transport, etc) devront être gérées par le secteur privé.

2 - **Selon l'adaptation régulée**, **l'Etat doit intervenir dans l'économie** (en période de crise) pour soutenir la demande (selon **J.M. Keynes**) par des **dépenses tutélaires**.

On parle d'un « **Etat interventionniste** » ou d'un « **Etat providence** ».

3 - **Selon l'adaptation planifiée** (système communiste), c'est l'Etat qui détermine lui-même le choix et le niveau de la production, ainsi que le prix auquel elle doit être vendue.

Dans les **2 premiers cas**, l'adaptation des ressources rares aux besoins illimités (c'est-à-dire de l'offre à la demande) nécessite **des choix publics et sociaux**.

**A savoir** : Quels sont les biens et services à mettre à la disposition de l'économie, compte tenu des besoins exprimés par la population ?

Deux alternatives se présentent :

- Soit des **biens économiques** ou alors des **biens libres** ?
- Soit des **biens rares** ou alors des **biens utiles** ?

**Un bien économique** est celui dont il faut acquitter **un prix directement** avant son utilisation.

Exemple : Une autoroute à péage (Nantes  $\Rightarrow$  Angers).

**Un bien libre** est celui que l'on ne paie pas avant son utilisation.

Exemple : La voie express Nantes  $\Rightarrow$  Rennes, le jardin des plantes.

**Biens rares ou biens utiles ?** Cela évoque « **le paradoxe de l'eau et du diamant** »

Les biens rares sont souvent chers (comme le diamant), mais sont-ils pour autant plus utiles (que l'eau) ?

Exemple : La construction dans une commune, d'une piscine (avec l'argent du contribuable) où personne n'y va, alors que ses habitants auraient bien préférés une crèche.

### 3 - La politique économique

C'est l'ensemble des **décisions** prises par les **pouvoirs publics** tels que : Le gouvernement, le préfet, le maire, ainsi que la Banque Centrale Européenne (la BCE), pour orienter l'activité économique, c'est-à-dire, pour agir sur la conjoncture ou structure économique, afin qu'un certain nombre d'objectifs économiques, sociaux, culturels, écologiques, etc soient atteints.

**Les décisions conjoncturelles** sont celles dont les effets se produisent à court terme (aides aux entreprises en difficulté pendant une crise, ...).

**Les décisions structurelles** sont celles qui affectent l'économie dans son ensemble et de façon durable (création ou augmentation des impôts, ...).

### 4 – Microéconomie

C'est l'étude du comportement des agents économiques pris individuellement.  
L'objectif étant de généraliser les comportements individuels.

C'est une analyse **libérale** de l'économie.

### 5 – Macroéconomie

Elle consiste à étudier l'économie, non pas à partir de l'individu, mais à partir des agrégats (ou des fonctions) économiques tels que : Le PIB, le revenu national, la consommation, l'investissement, l'épargne), ainsi que les équilibres entre ces agrégats économiques.

C'est une approche **Keynésienne** de l'économie.

### 6 – Mésoéconomie

C'est l'étude du comportement des grands agents économiques tels que les grands groupes (entreprises, syndicats,...), dont les décisions peuvent influencer une nation entière ou une partie de celle-ci.

### 7 – La science économique

La science économique est l'étude des mécanismes d'adaptation des ressources rares aux besoins illimités des hommes, c'est à dire la gestion de la tension entre nos besoins illimités et les ressources rares permettant de les satisfaire.

## **8 - L'économie est-elle une science exacte (ou positive ou expérimentale ou dure) ?**

Pour qu'une discipline soit qualifiée de science exacte, elle doit respecter les 4 conditions ou critères de scientificité :

1. **Un discours scientifique** => observation, hypothèse, expérimentation, vérification. L'expérimentation doit pouvoir s'effectuer « *toute chose égale par ailleurs* ».
2. **Une formalisation** => Lois, théories, théorèmes...
3. **L'adhésion de La (et une seule) communauté scientifique** => Loi générale et universelle.
4. **Une capacité de prédiction** => Prévoir à 100%

En économie :

- 1 - Il n'y a **pas de discours scientifique** : L'expérimentation n'est pas possible
- 2 - Seule l'**expérience** permet la formalisation (la loi de l'offre et de la demande, par exemple)
- 3 - Il existe **plusieurs communautés** (gauche, droite, démocrates, républicains,..)
- 4 - On aurait prévu **les crises** ! (1929, 1973, 1979, 2001, 2008, 2020)

L'économie étudie le comportement des hommes évoluant dans la société.  
C'est donc une **science sociale ou humaine**, classée dans la catégorie des sciences molles.

## **B – Le circuit économique et les fonctions économiques**

### **1 – Le circuit économique :**

C'est une façon simplifiée de représenter l'activité économique.

***(Voir la représentation fichier joint et au tableau)***

**Commentaire :** Prendre note

## 2 – Les grandes fonctions économiques :

- PIB ou Production Nationale (la somme des Valeurs Ajoutées = la richesse nationale)
- Revenu National (Contre-partie de la participation à la création des richesses)
- Consommation et Investissement (Dépenses)
- Epargne (Partie non-dépensée du revenu et destinée à être **fructifiée**)

### 2.1 – PIB et croissance économique, PNB, PIB/Habitant (ou niveau de vie), IDH, Economie souterraine

#### 1 - Le PIB et la croissance économique :

##### a) Le Produit Intérieur Brut (ou la Production Nationale) :

C'est la **somme des richesses (des valeurs ajoutées)** créées sur un **territoire** donné, quelque soit la nationalité des agents économiques (principalement les entreprises).

**Voir un exemple au tableau**

Avec :

$$\text{PIB} = \text{Somme des VA} + \text{TVA} + \text{Droits de douane} - \text{Subventions aux importations}$$

*(Voir TD : PIB en France de 1949 à 2019 (INSEE) et le classement mondial)*

##### b) La croissance économique :

C'est l'**augmentation du PIB** d'une année sur l'autre.

Application: **Croissance nominale et croissance réelle**

- Soient PIB fin N-1 = 2400 milliards d'euros (valeur de départ)
- et PIB fin N = 2496 milliards d'euros (valeur d'arrivée)

$$\text{La croissance économique nominale (ou à prix courant, ou en valeur)} = \frac{[\text{VA} - \text{VD}]}{\text{VD}} \times 100$$

$$= \frac{[(2496 - 2400) / 2400] \times 100}{100} = + \underline{\underline{4 \%}}$$

Mais si l'**inflation** (l'augmentation du niveau général des prix) en N est de + **2 %**,

Quelle sera la croissance **réelle** (ou à prix constant, ou en volume) ?

Comme **on ne soustrait pas les %tages**, c'est-à-dire  $4\% - 2\% = +2\%$ , **ce qui est faux !!!** :

Il s'agira d'effectuer un rapport entre les 2 indices (nominal et des prix)

Avec :

- Croissance nominale =  $+4\%$  => **Indice nominal = 104**
- Inflation =  $+2\%$  => **Indice des prix = 102**

**D'où la croissance économique réelle =  $[(\text{Indice nominal} / \text{Indice des prix}) \times 100] - 100$**

$= [(104/102) \times 100] - 100 = + \underline{1,96\%}$  ( et non  $+2\%$ , si on faisait la soustraction).

NB :

Le **Pouvoir d'Achat** se calcul de la même manière que la **croissance réelle** :

Le **PA** est l'augmentation réel (ou à prix constant, ou en volume) du revenu d'une personne.

En effet, il s'agit de **la quantité (le volume) de biens qu'une personne peut acheter (par rapport à une période précédente donnée), compte tenu de l'évolution de son revenu, ainsi que celle des prix.**

Notre PA peut donc augmenter, stagner ou baisser en fonction de la **manipulation** de ses 2 variables (le revenu et le prix)

***(Voir le même exemple plus haut)***

**La croissance économique** correspond donc à une augmentation de la croissance du PIB d'une année sur l'autre (de  $+1\%$  à  $+2\%$  par exemple, voire  $+6\%$  en 2021 après le covid)

**La récession économique** correspond à une diminution (un ralentissement) de la croissance du PIB (une baisse de  $+2\%$  à  $+1\%$  de l'activité économique par exemple).

**La régression économique** correspond à une baisse du PIB (donc à une variation négative, de  $+1\%$  à  $-7,8\%$  avec la crise covid, par exemple).

## **2 - Le PNB (indicateur très peu utilisé actuellement):**

Le **Produit National Brut** prend en compte la **nationalité** des créateurs de la richesse.

C'est donc l'ensemble des **richesses** créées par les nationaux (exemple, les Français) dans le monde entier.

Avec :

PNB = PIB  
+ La **rémunération des facteurs** (travail, capital, profit) **nationaux** (Français) à l'étranger  
- La **rémunération des facteurs étrangers** sur le territoire national (en France)

### 3 – Le PIB par habitant (ou le niveau de vie) :

- Le PIB/Nombre d'habitants désigne le **niveau de vie** des habitants d'un pays.
- Le niveau de vie en **Parité du Pouvoir d'Achat** (en PPA) prend en compte le **coût de la vie** du pays.

(Voir TD)

### 4 – L'IDH :

L'**Indice de Développement Humain** est créé par le PNUD (le Programme des Nations Unies pour le Développement) pour évaluer le **niveau de développement humain** dans un pays.

C'est un indice statistique qui prend en compte les 3 critères suivants :

- Le PIB/habitant en PPA ;
- L'espérance de vie à la naissance ;
- Le niveau d'éducation

L'IDH varie de 0 à 1.

Un IDH proche de 1 correspond à un niveau de développement humain très élevé (la Norvège par exemple).

(Voir TD)

## 2.2 – Le Revenu National :

C'est la **contre-partie** de la participation des agents économiques à la **création de la richesse** (du PIB).

Il s'agit donc de l'ensemble des revenus issus de la répartition des richesses, tels que :

- Le revenu du travail : salaires et primes ;
- le revenu des administrations : impôts, taxes et cotisations sociales ;
- le revenu du capital : dividendes, intérêts ;
- le revenu des entreprises et des entrepreneurs individuels : profit ou bénéfice.

Une grande partie du revenu est destinée à effectuer des dépenses de consommation et d'investissement.



## 2.3 – La consommation et l'investissement :

### 1 – La consommation :

C'est l'**utilisation** d'un bien ou d'un service en vue de satisfaire un besoin.

On distingue 3 types de consommations :

#### a) La consommation finale :

C'est la **destruction** d'un bien en vue de satisfaire de façon directe un besoin.

Exemples : Boire (ou consommer) un verre de lait, se chauffer avec du bois.

#### b) La consommation intermédiaire :

C'est la **transformation** d'un bien ou d'un service en vue d'en produire un autre.

Exemples : Transformation du lait en fromage, ou du bois en meuble.

#### c) La consommation du capital fixe (ou des moyens de production) :

C'est la **dépréciation** ou l'**amortissement** des actifs (ou des biens) immobilisés.

Exemples : Le véhicule d'une entreprise est amortissable sur 5 ans.

La dépréciation d'un ordinateur est de 3 ans.

### 2 – L'investissement :

Il existe 2 cas de figure :

#### a) Pour les entreprises :

Un investissement correspond à l'acquisition des **biens immobilisés** (de ses moyens de production), tels que : Locaux, véhicules, ordinateurs, etc.

#### b) Pour les ménages (les particuliers) :

Seule l'acquisition de **biens immobiliers** (appartement, maison, etc) est considérée comme un investissement.

Par conséquent, **tous les autres achats** effectués par les particuliers (véhicules, ordinateurs,...) sont considérés comme de **la consommation**.

## 2.4 – L'épargne :

C'est la partie non-dépensée du revenu et destinée à être fructifiée.

La thésaurisation (le fait de conserver de la monnaie) chez soi, créant une fuite du système) n'est pas une épargne, car la monnaie se déprécie avec l'inflation.

On distingue 4 formes d'épargne :

### 1 – L'épargne financière de liquidité :

C'est le **dépôt** de la monnaie sur un **compte rémunéré** (à un taux d'intérêt donné), tels que : PEL, livret A, etc.

### 2 – L'épargne financière de placement :

Elle correspond à l'acquisition de **titres (en bourse)**, tels que : Les actions, les obligations, etc.

### 3 – L'épargne financière anticipée (ou forcée) :

Il s'agit d'un **emprunt** (un crédit) effectué auprès d'un établissement financier (banque, société de crédit).

### 4 – L'épargne non-financière :

Il existe 2 cas de figure :

a) Pour les entreprises : Il s'agit de l'acquisition des **biens immobilisés** ;

b) Pour les ménages : Il s'agit de l'acquisition des **biens immobiliers**, « *la meilleure épargne, c'est la pierre !!!* ».

## **C – Les politiques économiques, le budget de l'Etat, l'inflation et le chômage**

### **1 - Les politiques économiques : Définition et les différentes formes :**

#### **1.1 - Définition (rappel):**

C'est l'ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics (**gouvernement, collectivités territoriales, BCE**) pour orienter l'activité économique, c'est-à-dire, pour agir sur la **conjoncture économique** (les décisions dont les effets se produisent à court terme) et la **structure économique** (sur le long terme) afin qu'un certain nombre d'objectifs économiques, sociaux, culturels, écologiques... soient atteints.

#### **1.2 - Les différentes politiques économiques :**

*(Voir fichier : « Les politiques économiques de l'Etat »)*

- **Politique fiscale** : Agit sur les impôts et les taxes (**assiette fiscale**).
- **Politique sociale** : Fondée sur la redistribution des revenus

Exemple : La retraite par répartition (s'oppose à la retraite par capitalisation).

- **Politique des revenus** : Assurer un revenu nécessaire pour que la production soit achetée et que les entreprises puissent embaucher.

**Exemple du SMIC** : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance.

- **Politique agricole** : Aides aux agriculteurs, agriculture écologique, etc
- **Politique industrielle** : Renforcer la compétitivité des industries (ou des entreprises) nationales par rapport aux industries du reste du monde (par la recherche, l'innovation, etc).
- **Politique budgétaire** : Dépenses publiques, augmentation/réduction du déficit budgétaire.
- **Politique douanière** :

Objectif du **protectionnisme** : protéger les entreprises nationales contre la compétitivité des concurrents du reste du monde (par des **droits de douane** élevés sur des produits importés par exemple).

A contrario, le **libre-échange** a pour objectif de favoriser la libre circulation des biens, des

capitaux et des personnes (les 3 moyens de production) au sein d'une zone géographique donnée.

Exemples de zones de libre-échange :

- L'Espace Schengen (26 Etats européens),
- L'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain)
- Le Partenariat Economique Global (signé le 20 novembre 2020 par 15 pays d'Asie et du Pacifique)

Toutes ces politiques économiques décrits ci-dessus sont, en général, élaborées par le gouvernement et votées par le parlement.

– **Politique monétaire:**

En revanche, la politique monétaire est l'action par laquelle les autorités monétaires, en général **la banque centrale (la BCE)**, (sans recevoir aucun ordre des gouvernements) agit sur le **taux d'intérêt directeur** en vue d'atteindre ses objectifs, à savoir : la stabilité des prix (la maîtrise de l'inflation) et celle de la monnaie (**de l'euro par rapport aux autres devises**).

**Qu'est-ce qu'une devise :** C'est l'expression d'une monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère.

Exemple : Sur le marché des changes (le Forex) le 17/11/2023, la parité euro-dollar est :  
**1€ = 1,08\$**

Pourquoi une **devise s'apprécie** par rapport à une autre ? : C'est parce que sa demande est plus forte que son offre.

Le cours d'une devise se détermine sur le marché des changes par la loi de l'offre et de la demande. En effet, quand une devise est plus offerte que demandée elle va se **déprécier**. En revanche, lorsqu'elle est plus demandée qu'offerte, celle-ci prendra de la valeur.

Quels sont les facteurs permettant **l'appréciation** d'une devise ? Ou pourquoi une monnaie (ou une devise) prend de la valeur ? :

- Le tourisme : Un touriste offre sa monnaie nationale et demande une devise
- Les exportations : L'importateur paie l'exportateur en demandant la devise du pays de l'exportateur
- Le taux d'intérêt : Lorsqu'il est élevé dans un pays, il attire des flux de capitaux (afflux de capitaux étrangers vers ce pays)
- La spéculation (Trading sur le Forex)

Les différentes politiques économiques du gouvernement sont concrétisées dans le budget de l'Etat.

## 2 – Le budget de l'État : Définitions et représentation

### 2.1 - Définitions

C'est un document prévisionnel à court terme (sur un an), qui décrit l'ensemble des recettes et des dépenses futures de l'État.

Il est élaboré par le gouvernement puis voté par le parlement à l'automne de chaque année.

Lorsqu'il est approuvé par le parlement, il est alors nommé : “Loi de Finances pour l'année N+1”.

Lorsqu'un budget est modifié en cours d'année pour plusieurs raisons telles que :

- Apparition de nouvelles dépenses
- Crise économique et plan de relance
- Changement de gouvernement
- Etc

Dans ces cas, un nouveau budget est alors élaboré puis voté. Il prendra le nom de : Collectif budgétaire ou budget rectificatif.

Exemple : Un collectif budgétaire de juin 2021 à 20 milliards d'euros ont été votés pour prolonger les aides d'urgence à destination des entreprises pour financer leur sortie de la crise covid.

### 2.2 - Représentation :

Dépenses	Budget de l'Etat	Recettes
<u>Dépenses régaliennes</u> (liées à la souveraineté de l'État) :  1. Armée (Défense) 2. Sécurité Intérieure (Police) 3. Justice	<u>Recettes fiscales (≈ 95 %)</u>  <u>Impôts indirects</u> :  5. TVA (≈ 50 % des recettes fiscales) 6. TICPE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques) ex TIPP 7. Taxe sur le tabac 8. Autres taxes  <u>Impôts directs</u> :  ● IRPP (Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques) ● IS ( Impôt sur les Sociétés) ● IFI (Impôt sur la Fortune Immobilière) ex ISF	
<u>Dépenses tutélaires</u> (Là où l'État ne devrait pas intervenir, selon les libéraux) :  ● Education Nationale ● Santé (Protection sociale) ● Transport ● Ecologie ● ... ● Financement de l'UE ● Les intérêts de la dette (charges financières de la dette) ● Etc	<u>Production marchande de l'Etat</u>  ● Ventes d'armes ● Dividendes ● Autres productions marchandes	

Si la  $\Sigma$ Recettes est supérieure à la  $\Sigma$ Dépenses, il y a un excédent budgétaire.

Si la  $\Sigma$ Recettes est égale à la  $\Sigma$ Dépenses, il y a un équilibre budgétaire.

Si la  $\Sigma$ Recettes est inférieure à la  $\Sigma$ Dépenses, il y a un **déficit budgétaire**.

En France, le déficit budgétaire à financer pour 2023 est de -172,1 milliards d'euros.

Pour combler le déficit, les pays ont recours à l'emprunt. Cependant, les intérêts de la dette s'ajoutent aux dépenses et creuse à leur tour le déficit !!!

### 3 - L'inflation : Définitions, causes et conséquences

### 3.1 - Définitions :

a) **L'inflation** : C'est la hausse continue du niveau général des prix.

Exemple : Le **calculateur d'inflation depuis 1901 jusqu'à fin 2024** :

[https://france-inflation.com/calculateur\\_inflation.php](https://france-inflation.com/calculateur_inflation.php)

b) **La déflation** : C'est la baisse continue du niveau général des prix.

c) **La désinflation** : C'est la baisse du taux d'inflation

Exemple : Lorsque l'inflation passe de +2% à +1%, on assiste à un phénomène désinflatore.

d) **L'indice des Prix à la Consommation (IPC)** : Pour calculer l'inflation, l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) réalise une enquête mensuelle sur la variation du niveau général des prix des biens et services consommés par les ménages sur le territoire français.

Exemple : Si  $IPC\ N-1 = 105$

et  $IPC\ N = 106.5$

=> L'IPC a augmenté de  $106,5 - 105 = 1,5$  points

=> L'inflation est de  $[(106.5/105) \times 100] - 100 = 1.42\%$

### 3.2 - Les causes de l'inflation :

a) **La création monétaire** :

Il s'agit des **crédits** accordés par les banques commerciales (BNP, Crédit Agricole, etc) aux particuliers, aux entreprises et aux administrations.

La **destruction monétaire** correspond au **remboursement** de l'emprunt.

b) **L'inflation par la demande** :

Il s'agit de la politique de la demande globale (selon Keynes) :

- Augmentation des **salaires**
- Baisse de la **fiscalité** => augmentation des revenus disponibles
- Baisse du taux **d'intérêt** => la création monétaire
- La politique des **grands travaux** => Dépenses de l'Etat

### c) L'inflation par les coûts :

Il s'agit de l'augmentation des prix des matières premières, de l'énergie (choc pétrolier par exemple), ainsi que des salaires => **Coût de revient** ↑ => **Prix de vente** ↑

## 3.3 - Les conséquences de l'inflation :

### a) Les conséquences positives :

- Elle est **nécessaire** à la **croissance économique** (↑**PIB**), lorsqu'elle est modérée.
- **Favorise l'emprunteur** si le taux d'intérêt réel est **négatif**.

Exemple : Si emprunt au taux nominal de 3% et inflation à 5% :

$$\Rightarrow \text{Le taux réel de l'emprunt} = [(103/105) \times 100] - 100 = -1,9\%$$

### b) Les conséquences négatives :

- **Défavorise l'épargnant** si le taux d'intérêt réel est **négatif** (même exemple plus haut)
- **Baisse du pouvoir d'achat** si les prix augmentent plus vite que les revenus.

## 4 - Le chômage : Définitions, Mesure et explications

### 4.1 – Définitions :

Qu'est-ce qu'un chômeur ?



- a) **Selon le BIT** (Bureau International du Travail), pour être considéré comme un chômeur il faut être :
- **sans travail**
  - **disponible** pour travailler
  - en **recherche** de travail
- b) **Selon l'INSEE**, un chômeur est une personne sans travail, **en âge de travailler** (15 ans et plus), **cherchant activement** un emploi **rémunéré** pour lequel il est **disponible dans les 15 jours**.
- c) **Pour le Pôle emploi**, un chômeur est une personne cherchant du emploi **durable** (pas saisonnier) **à plein temps** pour lequel il est **immédiatement disponible**.

## 4.2 - **La mesure du chômage** :

a) **Le nombre de chômeurs** :

- INSEE → Enquête Emploi en Continu (EEC), auprès d'un panel
- Pôle emploi → Nombre d'inscrits en fin de mois

b) **Le taux de chômage** :

- Taux de chômage = (Nombre de chômeurs / Population active) x 100

= 7,2 % de la population active en France Métropolitaine (novembre 2023)

Avec : **Population active = Personnes qui travaillent + Chômeurs**

## 4.3 - **Les explications du chômage** :

a) **Le chômage frictionnel** :

Correspond au nombre de personnes passant par une brève période de chômage entre deux emplois => **Impossibilité d'avoir un taux de 0%**.

b) **Le chômage selon les libéraux** : (La politique de l'offre favorise les entreprises)

Ce sont les **coûts du travail importants** (SMIC, charges sociales) qui constituent des charges trop élevées pour les entreprises et qui les **dissuadent à embaucher**.

c) **Le chômage selon les keynésiens** : (La politique de la demande)

C'est parce que les entreprises **anticipent une demande faible**, qu'elles produisent peu donc **embauchent peu**.

Par conséquent l'Etat doit intervenir pour relancer la demande par la politique de la demande globale:

- La baisse de la fiscalité
- La baisse du taux d'intérêt
- la hausse des salaires
- La politique des grands travaux

**d) Le chômage selon les marxistes :**

Le chômage est dû à l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste. Ils considèrent qu'avec le progrès technique, les machines remplaceront les hommes : c'est **la substitution du capital au travail**.

Par conséquent, Marx considère que la **baisse tendanciel du taux de profit** entraînera aussi le chute du capitalisme.

**e) Le chômage structurel : (≠ conjoncturel)**

Le chômage structurel est considéré comme le **niveau de chômage minimum** atteint par une économie **quelque soit la conjoncture** (qu'elle soit bonne ou mauvaise).

Il regroupe :

- Le chômage frictionnel
- Le chômage selon les libéraux
- Ainsi que 4 autres facteurs tels que :
  - La force des syndicats dans la négociation des salaires ;
  - L'inadaptation des qualifications (coexistence des offres d'emploi et de chômeurs non-qualifiés) ;
  - L'existence de l'allocation chômage pouvant entraîner une augmentation de la durée de recherche d'un nouvel emploi ;
  - Les restrictions sur la législation en matière de licenciement. (En France, on ne peut licencier que pour des raisons économiques ou pour faute grave).